



Conseil de sécurité

Distr. générale
8 décembre 2004
Français
Original: anglais

Lettre datée du 8 décembre 2004, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

Au nom du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), j'ai l'honneur de présenter au Conseil de sécurité mon premier rapport en tant que Président de ce comité (voir annexe).

Le Comité vous serait obligé de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire distribuer comme document du Conseil.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1540 (2004)
(*Signé*) Mihnea Ioan **Motoc**



Annexe

Premier rapport présenté au Conseil de sécurité par le Président du Comité créé par la résolution 1540 (2004) du Conseil

I. Introduction

1. Le présent rapport porte sur les activités menées et les résultats obtenus par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) pendant la période allant du 11 juin au 5 décembre 2004.

2. Bien que le rapport ait été établi par le Président et qu'il tienne compte par conséquent de son point de vue et de ses responsabilités, le Président du Comité a consulté les membres de celui-ci avec le souci d'établir un rapport qui prenne en compte leurs opinions communes.

II. Cadre juridique

3. Le 28 avril, les membres du Conseil de sécurité ont adopté à l'unanimité la résolution 1540 (2004), qui affirme que la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Conseil a décidé que tous les États devaient s'abstenir d'apporter une forme d'aide quelconque à des acteurs non étatiques qui tentent de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques et leurs vecteurs. Le Conseil de sécurité a également décidé que tous les États devaient adopter et appliquer des législations appropriées et efficaces interdisant à tout acteur non étatique de fabriquer, de se procurer, de mettre au point, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques et leurs vecteurs. Le Conseil a décidé en outre que tous les États devraient prendre et appliquer des mesures efficaces afin de mettre en place des dispositifs intérieurs de contrôle destinés à prévenir la prolifération de telles armes et de leurs vecteurs. Les contrôles comprennent des mesures visant à garantir la sécurité de ces produits et à les protéger, des contrôles des exportations et des contrôles aux frontières, des mesures visant à assurer le respect de la loi ainsi que l'élaboration et l'amélioration de lois et de dispositions administratives appropriées. L'adoption de la résolution a été précédée par des consultations et des discussions intensives à l'intérieur et en dehors du Conseil de sécurité. La résolution 1540 (2004) impose à tous les États Membres l'obligation juridique, d'une portée considérable, de prendre des mesures législatives et administratives conformément à leurs procédures nationales.

III. Mise en place du Comité

4. Le 9 juin 2004, les membres du Conseil ont nommé M. Mihnea Motoc, (Roumanie) à la présidence, et le représentant des Philippines à la vice-présidence du Comité. Le 26 octobre 2004, le Conseil a également nommé le Bénin et le Royaume-Uni à la vice-présidence.

5. Le 22 octobre 2004, le Comité a décidé de créer trois sous-comités chargés de l'examen des rapports soumis par les États Membres en application du paragraphe 4 de la résolution 1540 (2004), chacun étant chargé d'un tiers de la liste des États Membres établie par ordre alphabétique. Chaque vice-président est chargé de présider un sous-comité.

IV. Adoption de directives

6. Depuis sa création, le Comité s'est attaché, tant à titre officiel que de manière informelle, à adopter les documents de base qui devaient lui permettre de devenir pleinement opérationnel. C'est ainsi que le 13 août il a adopté les directives relatives à la conduite de ses travaux et les directives pour la rédaction des rapports nationaux qui doivent lui être présentés en application du paragraphe 4 de la résolution 1540 (2004). Les deux séries ont été distribuées aux États Membres, pour information et orientation.

7. Les directives relatives à la conduite des travaux du Comité présentent de manière détaillée les attributions et les méthodes de travail de celui-ci, notamment sa composition, l'organisation de ses séances, sa documentation, l'information qu'il reçoit, les rapports émanant des États Membres, les mécanismes de prise de décisions et les garanties de transparence. Les directives relatives à la rédaction des rapports nationaux sont censées orienter les États Membres qui préparent les rapports envisagés au paragraphe 4 de la résolution 1540 (2004). Cette même disposition les appelait à présenter leur premier rapport au Comité avant le 28 octobre.

V. Engagement des experts

8. Le 26 septembre, le Comité a adopté les directives relatives à l'engagement des experts. Ce document a été distribué aux États Membres, pour information, sous le couvert d'une note du Président. Les experts aideront le Comité à examiner les rapports nationaux présentés en application de la résolution 1540 (2004). Engager des experts est conforme aux dispositions pertinentes de la résolution 1540 (2004) et aux directives relatives à la conduite des travaux du Comité. Une fois nommés par le Secrétariat, les experts prêteront leur concours au Comité pour l'examen des premiers rapports nationaux présentés par les États Membres.

9. Le 1^{er} décembre 2004, à sa 3^e séance officielle, le Comité a approuvé l'engagement de quatre experts. Il a également décidé que pour recruter les autres, il solliciterait des candidatures de spécialistes des disciplines voulues originaires de préférence d'Asie et d'Afrique.

10. Avec l'engagement des quatre premiers experts, le Comité est prêt à passer à son travail de fond, c'est-à-dire à l'examen des rapports nationaux présentés en application de la résolution 1540 (2004).

VI. Rapports

11. Dans sa résolution 1540 (2004), le Conseil de sécurité a demandé à tous les États de présenter au Comité un premier rapport au plus tard six mois après

l'adoption de la résolution – soit avant le 28 octobre – sur les mesures qu'ils auraient prises ou qu'ils envisageraient de prendre pour mettre la résolution en application. Avec l'assentiment du Comité, le Président a envoyé à tous les États Membres deux notes pour leur rappeler cette disposition et les encourager à présenter leur premier rapport. Au 5 décembre, 86 États et une institution avaient soumis leur rapport au Comité (voir appendice I). La liste des États qui ne l'ont pas encore fait figure à l'appendice II.

VII. Coopération avec les institutions internationales

12. Progressant dans ses travaux, le Comité a reconnu qu'il avait besoin de l'assistance technique des institutions internationales spécialisées dans les domaines visés par la résolution 1540 (2004), en particulier l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Le 18 août, le Président a écrit au Directeur général de l'AIEA et à celui de l'organisation en question, pour les aviser des travaux du Comité et de l'intention de celui-ci de solliciter au besoin leur aide. Des lettres identiques ont été adressées au Président du Groupe des fournisseurs d'articles nucléaires et du Comité Zangger pour répondre à leur offre de coopération.

VIII. Transparence, mobilisation

13. Soucieux de respecter la transparence qui a marqué l'adoption de la résolution 1540 (2004) et fait partie intégrante des directives du Comité, le Président a entrepris de mobiliser les Membres de l'Organisation des Nations Unies et les organes internationaux compétents. Il a tenu une réunion informelle avec l'ensemble des États Membres le 15 septembre. Le 2 décembre, le Comité a approuvé la procédure selon laquelle les rapports nationaux qui lui étaient présentés seraient affichés sur son site Web.

IX. Conclusion générale

14. Le travail réalisé pendant la période couverte par le présent rapport visait essentiellement à rendre le Comité parfaitement fonctionnel et totalement opérationnel avant le début de l'examen des premiers rapports nationaux présentés par les États Membres en application de la résolution 1540 (2004). Le Comité attend avec intérêt de recevoir dans les prochains mois la coopération de tous les États à mesure qu'il progressera dans ses travaux.

Appendix I

Submission of national reports

List of submitting member States as of 7 December 2004

(In accordance with para. 4 of resolution 1540 (2004) and/or in reply to the note verbale dated 21 June 2004)

	<i>Submitting State</i>	<i>Date of submission</i>	<i>S/symbol</i>
1	Albania	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/38
2	Algeria	10 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/73
3	Andorra	27 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/19
4	Angola	27 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/29
5	Argentina	26 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/13
6	Armenia	9 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/72
7	Australia	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/53
8	Austria	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/51
9	Azerbaijan	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/66
10	Bahamas	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/42
11	Belarus	20 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/16
12	Belgium	26 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/12
13	Belize	20 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/7 ^a
14	Bosnia and Herzegovina	22 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/80
15	Brazil	26 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/17
16	Bulgaria	18 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/79
17	Chile	27 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/27
18	China	4 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/4
19	Costa Rica	4 Aug 2004	S/AC.44/2004/(02)/1
20	Croatia	30 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/86
21	Cuba	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/50
22	Cyprus	30 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/85
23	Czech Republic	27 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/28
24	Denmark	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/30
25	Estonia	29 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/69
26	Finland	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/57
27	France	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/58
28	Georgia	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/37
29	Germany	26 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/20

<i>Submitting State</i>	<i>Date of submission</i>	<i>S/symbol</i>
30 Ghana	5 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/76
31 Greece	25 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/10
32 Guatemala	27 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/18
33 Guyana	11 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/78
34 Hungary	27 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/25
35 Iceland	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/43
36 India	1 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/62
37 Indonesia	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/45
38 Ireland	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/32
39 Israel	30 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/84
40 Italy	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/52
41 Japan	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/49
42 Kazakhstan	3 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/68
43 Latvia	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/40
44 Lebanon	23 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/83
45 Liechtenstein	29 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/59
46 Lithuania	27 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/26
47 Luxembourg	29 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/56
48 Malaysia	26 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/35
49 Malta	15 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/6
50 Marshall Islands	23 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/82
51 Mexico	7 Dec 2004	S/AC.44/2004/(02)/87
52 Monaco	29 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/55
53 Morocco	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/33
54 Namibia	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/36
55 Netherlands	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/47
56 New Zealand	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/54
57 Nigeria	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/46
58 Norway	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/31
59 Pakistan	27 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/22
60 Paraguay	3 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/67
61 Peru	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/60
62 Philippines	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/34
63 Poland	27 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/23
64 Portugal	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/44

<i>Submitting State</i>	<i>Date of submission</i>	<i>S/symbol</i>
65 Qatar	15 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/75
66 Republic of Korea	27 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/24
67 Romania	27 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/21
68 Russian Federation	26 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/14
69 Saudi Arabia	1 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/65
70 Singapore	21 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/8
71 Slovakia	1 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/64
72 Slovenia	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/61
73 Spain	26 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/15
74 Sweden	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/41
75 Switzerland	22 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/9
76 Syrian Arab Republic	14 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/70
77 Thailand	5 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/71
78 The former Yugoslav Republic of Macedonia	22 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/81
79 Turkey	1 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/63
80 Turkmenistan	10 Sep 2004	S/AC.44/2004/(02)/2
81 Ukraine	25 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/11
82 United Kingdom	29 Sep 2004	S/AC.44/2004/(02)/3
83 United States of America	12 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/5
84 Uzbekistan	15 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/74
85 Venezuela (Bolivarian Republic of)	16 Nov 2004	S/AC.44/2004/(02)/77
86 Viet Nam	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/39
1 European Union (non-member)	28 Oct 2004	S/AC.44/2004/(02)/48

Note: Reports are translated in the order of submission and published as stated most recently in section 3, paragraph 7, of General Assembly resolution 58/250 regarding the simultaneous distribution of documents in all official languages. Once documents are available in all official languages, they may be posted on a United Nations web site. However, in some instances, there may be a variance in the processing time for certain reports due to their length and/or complexity.

^a Requested an extension of the submission deadline.

Appendix II

Submission of national reports

List of non-submitting member States as of 7 December 2004

(In accordance with para. 4 of resolution 1540 (2004) and/or in reply to the note verbale dated 21 June 2004)

Non-submitting State

- 1 Afghanistan
- 2 Antigua and Barbuda
- 3 Bahrain
- 4 Bangladesh
- 5 Barbados
- 6 Benin
- 7 Bhutan
- 8 Bolivia
- 9 Botswana
- 10 Brunei Darussalam
- 11 Burkina Faso
- 12 Burundi
- 13 Cambodia
- 14 Cameroon
- 15 Canada
- 16 Cape Verde
- 17 Central African Republic
- 18 Chad
- 19 Colombia
- 20 Comoros
- 21 Congo
- 22 Côte d'Ivoire
- 23 Democratic People's Republic of Korea
- 24 Democratic Republic of the Congo
- 25 Djibouti
- 26 Dominica
- 27 Dominican Republic
- 28 Ecuador
- 29 Egypt
- 30 El Salvador
- 31 Equatorial Guinea
- 32 Eritrea
- 33 Ethiopia

Non-submitting State

34	Fiji
35	Gabon
36	Gambia
37	Grenada
38	Guinea
39	Guinea-Bissau
40	Haiti
41	Honduras
42	Iran (Islamic Republic of)
43	Iraq
44	Jamaica
45	Jordan
46	Kenya
47	Kiribati
48	Kuwait
49	Kyrgyzstan
50	Lao People's Democratic Republic
51	Lesotho
52	Liberia
53	Libyan Arab Jamahiriya
54	Madagascar
55	Malawi
56	Maldives
57	Mali
58	Mauritania
59	Mauritius
60	Micronesia (Federated States of)
61	Mongolia
62	Mozambique
63	Myanmar
64	Nauru
65	Nepal
66	Nicaragua
67	Niger
68	Oman
69	Palau
70	Panama
71	Papua New Guinea
72	Republic of Moldova ^a
73	Rwanda

Non-submitting State

74	Saint Kitts and Nevis
75	Saint Lucia
76	Saint Vincent and the Grenadines
77	Samoa
78	San Marino
79	Sao Tome and Principe
80	Senegal
81	Serbia and Montenegro
82	Seychelles
83	Sierra Leone
84	Solomon Islands
85	Somalia
86	South Africa ^a
87	Sri Lanka
88	Sudan
89	Suriname
90	Swaziland
91	Tajikistan
92	Timor-Leste
93	Togo
94	Tonga
95	Trinidad and Tobago
96	Tunisia
97	Tuvalu
98	Uganda
99	United Arab Emirates
100	United Republic of Tanzania
101	Uruguay
102	Vanuatu
103	Yemen
104	Zambia
105	Zimbabwe

^a Requested an extension of the submission deadline.